

L'appel de la Forêt 2025

Déclaration des Maires pour le Préservation des Forêts Tropicales et Boréale

Que serait l'humanité sans la forêt ? C'est en voulant répondre à cette question lors de rencontres, conférences et échanges que **Nous, maires du monde entier**, reconnaissons le rôle et l'importance cruciale de la forêt sous ses différentes formes dans notre combat pour un avenir durable.

Les forêts et les villes entretiennent une relation profonde, façonnée par des milliers d'années d'interdépendance. Aujourd'hui, il est plus urgent que jamais de travailler sur ce lien face aux défis environnementaux et climatiques.

Les forêts et les arbres sont essentiels à la santé de nos villes et de nos concitoyens. Les forêts purifient l'air et l'eau, offrent un refuge contre la pollution sonore et la chaleur, et fournissent de nombreuses autres ressources essentielles à la vie et à la biodiversité.

Pourtant, nous perdons chaque année des millions d'hectares de forêts, de mangroves et de zones boisées à cause de la déforestation, du manque d'entretien source d'incendies incontrôlables et des dérèglements climatiques. Ces destructions perturbent la capacité des forêts à absorber le carbone, accélèrent le réchauffement climatique et font peser une grave menace sur la biodiversité, la protection des espèces animales ainsi que sur la vie et le bien-être de nos concitoyens.

Les villes, qui abritent la majorité de la population mondiale, génèrent une part importante de la consommation de ressources et des émissions de gaz à effet de serre. En 2050, 68% de la population mondiale vivra en ville. Si nous ne maîtrisons pas cette évolution, l'extension des zones urbaines se fera au détriment des forêts et des zones agricoles pourtant indispensables à l'approvisionnement alimentaire de nos villes. La consommation de matériaux de construction pour les villes pourrait atteindre 90 milliards de tonnes d'ici 2050, générant à elle seule 11 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pour limiter l'impact de cette croissance, il est essentiel de promouvoir l'utilisation de matériaux à forte valeur ajoutée en termes de stockage de carbone tels que le chanvre et le bambou, en particulier pour la construction des villes à croissance rapide, et d'assurer une gestion durable des forêts pour en utiliser le bois tout en préservant sa capacité de régénération et de développement par le biais de politiques responsables et engagées.

Les forêts contribuent à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable. En ville, les forêts urbaines renforcent la résilience contre les risques de catastrophes climatiques, créent des espaces de température apaisée, participent au maintien de la biodiversité dans nos villes ainsi qu'au bien-être des habitants.

Les forêts tropicales et boréales sont le poumon de notre monde, leur protection et celle des peuples qui y vivent sont une garantie du maintien de la vie sur terre. C'est pourquoi, nous devons défendre les voix des communautés locales et des peuples autochtones au centre du processus décisionnel pour la protection des forêts biodiversifiées. Ce sont ceux qui y vivent au quotidien qui connaissent le mieux la forêt.

Le dérèglement climatique n'est plus un risque, c'est une réalité qui s'incarne dans les évènements météorologiques extrêmes et des catastrophes climatiques tels que celles que nous avons vus se multiplier ces dernières années (incendies incontrôlables, inondations, submersions maritimes...). Aucun continent n'est épargné et nos villes seront de plus en plus menacées si nous continuons à nier notre responsabilité et refusons d'agir là où nous le pouvons pour réduire notre empreinte carbone. Il est temps de créer les conditions d'un développement respectueux de la nature et d'adapter nos politiques publiques et nos modes de vie.

Les villes doivent prendre conscience de leur empreinte forestière et bousculer leurs habitudes pour mettre la forêt au cœur de leurs préoccupations.. Nous devons faire preuve de plus d'audace et d'innovation dans les relations entre les villes et les forêts. Les villes doivent

En signant cet appel, nous affirmons notre volonté d'agir et de mobiliser nos concitoyens. Mais, conscients que cette échelle d'action ne suffira pas, nous appelons l'ensemble des acteurs publics et privés, parties prenantes de l'économie forestière et gouvernements, à s'engager en adoptant des pratiques et des politiques ambitieuses afin de protéger, développer, et promouvoir une exploitation durable de la forêt.

Pour nous, maires et responsables locaux, réunis au sein de nos réseaux internationaux et signataires de cet Appel de la Forêt, dix ans après les accords de Paris, la COP30 de Belém doit être l'occasion pour tous les acteurs engagés pour la protection de la forêt de fixer des objectifs à toute la communauté mondiale afin de garantir que les objectifs climatiques signés à Paris en 2015 soient atteints.

ENGAGEMENTS DES MAIRES POUR LES FORÊTS

Les Maires s'engagent à faire que l'action municipale tende vers les engagements ci-dessous. Ils s'inspireront également de la liste d'actions qui figure en annexe 1.

Engagement #1

Analyser l'empreinte forestière de nos territoires urbains en montrant l'impact de la consommation de nourriture et de matériaux importés, produits ou prélevés dans la forêt.

Engagement #2

Élaborer des plans d'action locaux de consommation durable prenant en compte les besoins des villes et agir par le biais de la commande publique pour réduire l'empreinte forestière de nos villes.

Engagement #3

Établir des partenariats entre les villes et les zones forestières afin de partager les savoirs, les statistiques, les données financières et soutenir par ailleurs un mode de gestion durable des ressources par le biais de politiques d'achat proactives de bois certifiés durables et d'autres produits provenant des forêts tropicales et boréales.

Engagement #4

Promouvoir des approches qui prennent en compte dans nos plans climat le développement des forêts, qu'elles soient présentes dans nos territoires, proches de nos villes ou lointaines. Nos stratégies de décarbonisation de l'environnement bâti et nos plans de développement urbain devront également en tenir compte.

Engagement #5

Travailler à l'émergence d'une véritable « culture du bois » auprès de nos concitoyens, des entreprises et des services publics locaux, pour sensibiliser les opérateurs à l'utilisation de produits forestiers durables, les aider à mieux appréhender les questions de bioéconomies forestières circulaires et de gestion durable des forêts.

Engagement #6

Travailler avec les gouvernements nationaux et infranationaux pour identifier, développer et mettre à jour les réglementations forestières, les systèmes de suivi et d'aide à la décision qui garantissent une gestion durable des forêts et de l'utilisation des ressources liées, une comptabilisation précise du carbone et un partage plus large des connaissances au sein et entre les pays.

APPELS À L'ACTION AUX GOUVERNEMENTS NATIONAUX

Nous appelons les gouvernements nationaux à :

APPEL #1 :

Faire de l'arrêt de la déforestation tropicale une priorité de la prochaine COP 30, soutenir des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et s'engager à la restauration des forêts naturelles.

Dans le cadre de la Déclaration du G20 qui s'est tenu en novembre 2024 à Rio, les leaders mondiaux ont reconnu l'importance des forêts en tant que puits de carbone et ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour les protéger. **Le Tropical Forest Forever Facility (TFFF) dont l'idée avait été proposée par Lula à la COP27 a été reprise.** Il s'agirait d'un fonds d'investissement multilatéral pour inciter les pays tropicaux à inverser la déforestation. Ce fonds vise à corriger une défaillance de marché en valorisant les services écosystémiques fournis par les forêts et à réduire la pauvreté tout en promouvant le développement économique. Il est prévu que les peuples autochtones soient les bénéficiaires d'une partie des fonds prévus dans le dispositif.

APPEL #2

Promouvoir des politiques publiques et des cadres réglementaires qui **enrayent les mécanismes à l'œuvre en matière de déforestation**. En la matière, le règlement européen qui entrera en vigueur l'année prochaine fait figure de précurseur. Ses mesures audacieuses pour la protection des forêts pourraient être une source d'inspiration pour des textes à visée comparable portée par d'autres instances supranationales.

Des cadres normatifs existent qui permettent de **concilier production de bois et durabilité**. Les politiques publiques devront permettre d'encourager l'utilisation de bois produit dans ces conditions et de dissuader l'utilisation de bois qui ne répond pas à ces critères.

APPEL #3

Investir dans la conservation et la restauration des forêts en s'appuyant sur les connaissances et pratiques des peuples autochtones habitants la forêt. Permettre à ces populations locales d'en faire une source de revenus tout en veillant à la préservation de la biodiversité.

APPEL #4

Faire la clarté sur le foncier doit constituer une priorité. Dans la plupart des pays en développement, les droits de propriété sur les terres sont incertains et font parfois l'objet de revendications multiples. Ces incertitudes favorisent des attributions, légales ou non, de terres boisées au profit d'individus ou d'entreprises, pour la conversion à l'agriculture. Les maires encouragent les autorités nationales à mettre en place le cadre foncier nécessaire à la protection des massifs forestiers.

APPEL #5

Prendre toute **initiative** en mesure de participer à résoudre les questions relatives à la **sécurité alimentaire et à la sécurité énergétique, ou au développement de l'agroécologie**. Ces initiatives seront de nature à diminuer les pressions qui s'exercent sur les forêts.

APPEL 6

Soutenir et mettre en œuvre des programmes qui réduisent l'utilisation de bois de chauffage, tels que des programmes de cuisinières améliorées et des combustibles alternatifs comme l'énergie solaire, le biogaz, le gaz naturel, ainsi que des briquettes et pellets en fibres de bois à partir de déchets ou de sources durables, en lien avec les banques multilatérales de développement et les partenaires techniques et financiers.

APPEL #7

Intégrer des solutions basées sur la nature et des actions urbaines en faveur des forêts dans l'amélioration des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), en augmentant le financement public et privé pour les projets REDD+ basés sur les résultats, et en soutenant la mise en œuvre de chaînes d'approvisionnement agricoles sans déforestation

APPEL #8

Augmenter les investissements dans la recherche et le développement en matière de conception et de construction en matériaux de construction biosourcés le bois, le bambou ou le chanvre, y compris :

- a. Encourager les partenariats entre le secteur public et le secteur privé

b. Faciliter l'accès aux programmes de financement

Annexe 1 : des actions pour soutenir la préservation des forêts

Nous travaillerons à promouvoir les actions suivantes :

- a. Adopter des politiques d'achat de bois** qui favorisent des pratiques durables et équitables, comme l'utilisation de bois provenant de forêts communautaires et de chaînes d'approvisionnement certifiées.
- b. Développer une gestion durable des forêts urbaines** et promouvoir leur importance à travers des programmes de sensibilisation et des « classes dans la forêt ».
- c. Créer des programmes éducatifs** sur les forêts en mettant l'accent sur les défis futurs et les opportunités actuelles.
- d. Établir des fonds** pour financer des programmes durables, des projets pilotes et encourager le développement d'une économie circulaire.
- e. Intégrer des processus de planification stratégique participative** pour les forêts urbaines, en tenant compte des traditions et connaissances ancestrales.
- f. Mettre à jour les codes de construction** et les règlements pour permettre l'utilisation de matériaux biosourcés dans la construction.
- g. Simplifier les processus de planification locale** pour les initiatives favorables à la nature.
- h. Alléger les procédures d'achat public** pour faciliter la participation des petites et moyennes entreprises.
- i. Adapter les procédures d'achat public** pour encourager des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et positives pour les forêts.
- j. Développer des méthodes précises de comptabilité carbone** qui prennent en compte les forêts à tous les niveaux, afin d'informer les plans d'action climatique et les émissions de scope 3 (en améliorant la qualité des données et l'accès aux bases de données pertinentes).

Call of the Forest 2025

Declaration of Mayors for the Preservation of Tropical and Boreal Forests

What would humanity be without the forest? In seeking to answer this question during meetings, conferences, and exchanges, **we, mayors from around the world**, recognize the crucial role and importance of the forest in its various forms in our fight for a sustainable future.

Forests and cities share a deep relationship, shaped by thousands of years of interdependence. Today, it is more urgent than ever to work on this link in the face of environmental and climatic challenges.

Forests and trees are essential to the health of our cities and citizens. They purify air and water, provide refuge from noise pollution and heat, and offer numerous other resources vital for life and biodiversity.

Yet, we lose millions of hectares of forests, mangroves, and wooded areas each year due to deforestation, lack of maintenance leading to uncontrollable fires, and climate disruptions. These destructions disrupt the forests' ability to absorb carbon, accelerate global warming, and pose a severe threat to biodiversity, the protection of animal species, and the life and well-being of our citizens.

Cities, which house the majority of the world's population, generate a significant share of resource consumption and greenhouse gas emissions. By 2050, 68% of the global population will live in cities. If we do not manage this evolution, the expansion of urban areas will come at the expense of forests and agricultural areas that are essential for feeding our cities. The consumption of construction materials for cities could reach 90 billion tons by 2050, generating 11% of global greenhouse gas emissions on its own. To limit the impact of this growth, it is essential to promote the use of high-value materials in terms of carbon storage, such as hemp and bamboo, particularly for the construction of rapidly growing cities, and to ensure sustainable forest management to utilize wood while preserving its regeneration and development capacity through responsible and committed policies.

Forests contribute to achieving numerous sustainable development goals. In cities, urban forests enhance resilience against climate disaster risks, create cooling spaces, and help maintain biodiversity as well as the well-being of residents.

Tropical and boreal forests are the lungs of our world; their protection, along with that of the peoples who live there, is a guarantee of life on Earth. That is why we must advocate for the voices of local communities and indigenous peoples to be at the center of decision-making processes for the protection of biodiverse forests. Those who live there daily know the forest best.

Climate disruption is no longer a risk; it is a reality embodied in extreme weather events and climatic disasters, such as those we have seen multiply in recent years (uncontrollable fires, floods, coastal submersion...). No continent is spared, and our cities will be increasingly threatened if we continue to deny our responsibility and refuse to act where we can to reduce our carbon footprint. It is time to create the conditions for nature-respecting development and adapt our public policies and ways of life.

Cities must become aware of their forest footprint and shake up their habits to place the forest at the heart of their concerns. We must show more boldness and innovation in the relationships between cities and forests.

By signing this call, we affirm our willingness to act and mobilize our citizens. However, aware that this scale of action will not be enough, we call on all public and private stakeholders, participants in the forestry economy, and governments, to commit by adopting ambitious practices and policies to protect, develop, and promote sustainable forest exploitation.

For us, mayors and local leaders, gathered within our international networks and signatories of this Call of the Wild, ten years after the Paris agreements, COP30 in Belém must be an opportunity for all actors committed to forest protection to set goals for the entire global community to ensure that the climate objectives signed in Paris in 2015 are met.

MAYORS' COMMITMENTS FOR FORESTS

the Mayors undertake to ensure that municipal action is geared towards the commitments set out below. They will also draw inspiration from the list of actions in Appendix 1

****Commitment #1****

Analyze the forest footprint of our urban areas by showing the impact of food and material consumption imported, produced, or extracted from the forest.

****Commitment #2****

Develop local action plans for sustainable consumption that take into account the needs of cities and act through public procurement to reduce our cities' forest footprint.

****Commitment #3****

Establish partnerships between cities and forest areas to share knowledge, statistics, financial data, and support a sustainable resource management mode through proactive purchasing policies for certified sustainable wood and other products from tropical and boreal forests.

****Commitment #4****

Promote approaches that consider the development of inner, nearby, and faraway forests in our climate plans. Our strategies for decarbonizing the built environment and our urban development plans must also take this into account.

****Commitment #5****

Work towards the emergence of a true “wood culture” among our citizens, businesses, and local public services, to raise awareness among operators about using sustainable forest products, helping them better understand issues of circular forest bioeconomies and sustainable forest management.

****Commitment #6****

Work with national and subnational governments to identify, develop, and update forest regulations, monitoring systems, and decision support tools that ensure sustainable forest management and the use of related resources, accurate carbon accounting, and broader knowledge sharing within and between countries.

CALLS TO ACTION TO NATIONAL GOVERNMENTS

We call on national governments to:

CALL #1:

Make halting tropical deforestation a priority at the next COP30, support deforestation-free supply chains, and commit to restoring natural forests.

As part of the G20 Declaration held in November 2024 in Rio, world leaders recognized the importance of forests as carbon sinks and highlighted the need to intensify efforts to protect them. The Tropical Forest Forever Facility (TFFF), proposed by Lula at COP27, has been revived. This would be a multilateral investment fund to incentivize tropical countries to reverse deforestation. The fund aims to correct a market failure by valuing the ecosystem services provided by forests and reducing poverty while promoting economic development. Indigenous peoples are expected to benefit from part of the funds allocated in the scheme.

CALL #2

Promote public policies and regulatory frameworks **that halt the mechanisms at play in deforestation**. In this regard, the European regulation that will come into force next year is a forerunner. Its bold measures for forest protection could inspire similar texts from other supranational bodies.

Normative frameworks exist that allow for the **reconciliation of wood production and sustainability**. Public policies must encourage the use of wood produced under these conditions and discourage the use of wood that does not meet these criteria.

CALL #3

Invest in the conservation and restoration of forests by relying on the knowledge and practices of the indigenous peoples living in the forest. Enable these local populations to make it a source of income while ensuring biodiversity preservation.

CALL #4

Clarifying land tenure must be a priority. In most developing countries, land ownership rights are uncertain and sometimes subject to multiple claims. These uncertainties favor legal or illegal allocations of wooded lands for the benefit of individuals or corporations for conversion to agriculture. Mayors encourage national authorities to establish the necessary land tenure framework to protect forested areas.

CALL #5

Take any **initiative** capable of addressing issues related to **food security and energy security, or the development of agroecology**. These initiatives will help reduce the pressures exerted on forests.

CALL #6

Support and implement programs that reduce the use of firewood, such as improved cookstove programs and alternative fuels like solar energy, biogas, natural gas, as well as wood fiber briquettes and pellets from waste or sustainable sources, in connection with multilateral development banks and technical and financial partners.

CALL #7

Integrate nature-based solutions and urban actions in favor of forests into the improvement of Nationally Determined Contributions (NDCs), by increasing public and private financing for results-based REDD+ projects, and by supporting the implementation of deforestation-free agricultural supply chains.

CALL #8

Increase investments in research and development in the design and construction of biobased building materials, such as wood, bamboo, or hemp, including:

- a. Encouraging partnerships between the public and private sectors
- b. Facilitating access to funding programs

Appendix 1: Actions to Support Forest Preservation

We will work to promote the following actions:

- a. **Adopt wood purchasing policies** that promote sustainable and equitable practices, such as the use of wood from community forests and certified supply chains.
- b. **Develop sustainable urban forest management** and promote their importance through awareness programs and “classes in the forest.”
- c. **Create educational programs on forests** that emphasize future challenges and current opportunities.
- d. **Establish funds to finance sustainable programs**, pilot projects, and encourage the development of a circular economy.
- e. **Integrate participatory strategic planning processes for urban forests**, taking into account ancestral traditions and knowledge.
- f. **Update building codes and regulations** to allow for the use of biobased materials in construction.
- g. **Simplify local planning processes** for nature-friendly initiatives.
- h. **Streamline public procurement procedures** to facilitate participation by small and medium-sized enterprises.
- i. **Adapt public procurement procedures** to encourage deforestation-free and forest-positive supply chains.
- j. **Develop precise carbon accounting methods** that consider forests at all levels to inform climate action plans and scope 3 emissions (by improving data quality and access to relevant databases).